

HOMMAGE A MARX ET ENGELS POUR LES 150 ANS DU MANIFESTE COMMUNISTE

Préface de Léon Trotsky à l'édition de 1937

Le texte de Léon, Trotsky que nous publions ci-dessous a été écrit en 1937 comme préface à la première traduction en langue afrikaan (Boers d'Afrique du Sud)

On a peine à croire que dix années seulement nous séparent du centenaire du Manifeste du Parti Communiste ! Ce manifeste, le plus génial d'entre tous ceux de la littérature mondiale, surprend encore aujourd'hui par sa fraîcheur. Les parties principales paraissent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait 29 ans, Engels 27) surent regarder vers l'avenir comme personne ne l'avait su avant eux, et peut-être bien après eux.

Déjà, dans la préface de l'édition de 1872, Marx et Engels déclarèrent que, bien que certaines parties du Manifeste avaient vieilli, ils ne se croyaient pas en droit de modifier le texte primitif, étant donné qu'au cours des 25 années passées, le Manifeste était devenu un document historique. Depuis, 65 années sont encore passées. Certaines parties isolées du Manifeste ont glissé plus encore dans le passé. Nous nous efforcerons de présenter dans cette préface, sous une forme résumée, à la fois les idées du Manifeste qui ont conservé intégralement leur force jusqu'à nos jours, et celles qui ont besoin aujourd'hui de sérieuses modifications ou de compléments.

1. - La conception matérialiste de l'histoire découverte par Marx peu de temps seulement avant la parution du Manifeste, et qui s'y trouve appliquée avec une maîtrise parfaite, a complètement résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile ; elle constitue aujourd'hui l'un des plus précieux instruments de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu la moindre valeur scientifique. On peut dire avec assurance qu'il est impossible actuellement, non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais encore tout simplement un homme politiquement lettré, sans s'appropriier la conception matérialiste de l'histoire.

2. - Le premier chapitre du Manifeste débute par la phrase suivante : "L'histoire de toute société passée est l'histoire de luttes de classes". Cette thèse, qui constitue la plus importante conclusion de la conception matérialiste de l'histoire, n'a pas tardé à devenir elle-même l'objet de la lutte de classes. La théorie qui remplaçait le "bien-être commun", "l'unité nationale" et les "vérités éternelles de la morale" par la lutte des intérêts matériels, considérés comme la force motrice, a subi des attaques particulièrement acharnées de la part des hypocrites réactionnaires, des doctrinaires libéraux et des démocrates idéalistes. A ceux-ci s'ajoutèrent plus tard, cette fois au sein du mouvement ouvrier lui-même, ce qu'on appelle les révisionnistes, c'est-à-dire les partisans de la révision du marxisme dans l'esprit de la collaboration et de la réconciliation des classes. Enfin, à notre époque, les méprisables épigones de l'Internationale Communiste (les staliniens) ont pris le même chemin : la politique de ce qu'on appelle les "fronts populaires" découle entièrement de la négation des lois de la lutte de classes. Pourtant, c'est l'époque de l'impérialisme qui, en poussant toutes les contradictions sociales à leur extrême expression, constitue le triomphe théorique du Manifeste Communiste.

3. - L'anatomie du capitalisme, en tant que stade déterminé de l'évolution économique de la société, a été expliquée par Marx dans son Capital, sous une forme achevée (1867). Mais déjà dans le Manifeste Communiste, les lignes fondamentales de l'analyse future furent tracées d'un ciseau ferme : la rétribution du travail dans la mesure indispensable à la production ; l'appropriation par les capitalistes de la plus-value ; la concurrence comme loi fondamentale des rapports sociaux ; la ruine des classes moyennes, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie ; la concentration des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de possédants à l'un des pôles, et la croissance numérique du prolétariat à l'autre ; la préparation des conditions matérielles et politiques du régime socialiste.

4. - La thèse du Manifeste sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers, et même à la paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens social-démocrates et les chefs syndicaux s'élevèrent contre la théorie de la "paupérisation" progressive. Ils découvrirent invariablement le bien-être croissant des travailleurs, en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat, ou en prenant une tendance temporaire pour la tendance générale. Entretemps l'évolution même du capitalisme le plus puissant,

suite page 2

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

36^{ème} ANNEE - Avril 1998 - N° 408 - 25 francs

*Périodique bi-mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles
CCP N 000.976234-26*

Pour un Premier Mai d'unité ouvrière contre le capitalisme qui désintègre la Belgique

Editorial

Avec la discussion du "plan pour l'emploi", le gouvernement De Haene montre ses bonnes dispositions envers le capitalisme: 36 milliards en deux ans sont offerts au patronat pour organiser le travail à temps partiel, réduire les charges sociales des entreprises, cela revient à faire encore une fois payer par la collectivité le maintien ou l'accroissement des bénéfiques patronaux. Il laisse aux syndicats la possibilité de se disputer quelques miettes. Il ne fait aucune place pour une réduction collective du temps de travail dans ce plan, il n'y a aucune obligation pour le patronat d'embaucher des travailleurs, de créer des emplois. Alors que l'Etat devrait prendre en charge la création d'emplois, au niveau fédéral ou régional, faire des plans pour développer l'économie en fonction des besoins de la population, il ne sert qu'à prendre l'argent des citoyens pour soutenir le patronat. Pourtant, des besoins très importants de la population ne sont pas rencontrés. En Wallonie, par exemple, 40.000 familles attendent depuis des années de pouvoir disposer d'un logement social, des centaines de milliers de familles en Belgique sont très mal logées. Le seul programme du gouvernement wallon est de construire 1000 logements par an. Le gouvernement de la Région Bruxelloise n'a pas la volonté politique de construire ou de rénover les quartiers entiers qui pourrissent à Bruxelles. Les travailleurs sociaux se mobilisent depuis des mois pour obtenir les 35 heures/semaine ce qui permettra de donner du travail à des milliers de chômeurs, ils ont proposé des mesures pour rencontrer les besoins de services de la population qui créeraient de l'emploi. Mais pour cela, le gouvernement devrait prendre les milliards qui servent actuellement à rembourser la dette publique, à forcer le pays à adopter l'euro dès 1999, à sauvegarder les bénéfices du patronat. Il n'en a pas la volonté politique.

Bien au contraire: à l'approche des nouvelles élections, les partis politiques (de droite comme de gau-

che)s'agitent et cherchent à se positionner, soit pour se maintenir au pouvoir, soit pour s'y placer. La population manifeste sa critique et sa méfiance envers les partis, en particulier envers la direction des partis socialistes, mais cette critique ne profite pas du tout à la droite, ce sont les Ecolos qui montent dans les sondages, les dizaines de milliers de gens qui ont encore manifesté à la deuxième marche blanche n'ont pas exprimé un déconcertement, mais une profonde volonté de changer les relations sociales, de faire respecter la démocratie pour le peuple. Le progrès des Ecolos résulte de la crise du Parti Socialiste et du mouvement ouvrier chrétien et de la contestation qui se développe dans des secteurs importants de la population, tant dans le domaine social que celui des droits démocratiques.

Les partis politiques aiguillonnés par la droite et les secteurs les plus régionalistes de celle-ci s'agitent énormément sur les problèmes linguistiques et communautaires. Il en est ainsi chaque fois que les luttes sociales se développent et réunissent dans une même revendication les travailleurs flamands, wallons ou bruxellois. La dispute sur de nouvelles réformes de l'Etat se prépare, que ce soit pour la justice, la police, l'administration et les limites des régions, la révision de la frontière linguistique. Le conflit provoqué par le CVP à propos des communes à facilités n'est qu'un épisode de ces préparatifs. Mais la dispute concerne essentiellement les partis et la classe politique, qui se partage un gâteau de plus en plus petit. Il ne faut pas se laisser entraîner dans cette agitation.

Les véritables lieux de pouvoir se trouvent ailleurs: dans les cénacles du capitalisme européen, qui font et défont selon l'intérêt des plus puissants, les entreprises et les banques, obligent à la privatisa-

suite page 4

**La pensée vivante
de Marx
J. Posadas
14 Août 1977**

voir page 3

Pour les 150 ans du Manifeste Communiste

Préface de Léon Trotsky à l'édition de 1937

suite de la page 1

celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée.

5. - Par opposition au Manifeste, qui décrivait les crises commercialo-industrielles comme une série de catastrophes croissantes, les révisionnistes affirmaient que le développement national et international des trusts garantit le contrôle du marché et mène graduellement à la domination des crises. Il est vrai que la fin du siècle passé et le début du siècle présent se distinguaient par un développement tellement impétueux que les crises ne semblaient être que des accalmies "accidentelles". Mais cette époque est irrémédiablement révolue. En dernière analyse, la vérité se trouve aussi dans cette question du côté du Manifeste.

6. - "Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise". Dans cette formule concentrée, qui paraissait aux chefs sociaux-démocrates un paradoxe journalistique, est en réalité contenue la seule théorie scientifique de l'Etat. La démocratie créée par la bourgeoisie n'est pas une coquille vide qu'on peut, ainsi que le pensaient à la fois Bernstein et Kautsky, remplir paisiblement du contenu de classe désiré. La démocratie bourgeoise ne peut servir que la bourgeoisie. Le gouvernement de "Front Populaire" dirigé par Blum ou Chautemps, Caballero ou Négrin, n'est "qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise". Quand cette délégation se tire mal d'affaire, la bourgeoisie la chasse d'un coup de pied.

7. - "Toute lutte de classe est une lutte politique" - "L'organisation des prolétaires en classe, et par suite en parti politique..." A la compréhension de ces lois historiques, les syndicalistes d'un côté, les anarcho-syndicalistes de l'autre, se sont longtemps dérobés - et essaient encore de se dérober aujourd'hui. Le syndicalisme "pur" reçoit aujourd'hui un coup écrasant dans son refuge principal : les Etats-Unis. L'anarcho-syndicalisme a subi une défaite irréparable dans sa dernière citadelle : l'Espagne. Dans cette question également le Manifeste a eu raison.

8. - Le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir dans le cadre des lois édictées par la bourgeoisie. "Les communistes... proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel". Le réformisme a essayé d'expliquer cette thèse du Manifeste par l'immaturité du mouvement d'alors et par l'insuffisance du développement de la démocratie. Le sort des "démocraties" italienne, allemande, et d'une longue série d'autres, démontre que si quelque chose n'était pas mûr c'étaient les idées réformistes elles-mêmes.

9. - Pour opérer la transformation socialiste de la société, il faut que la classe ouvrière concentre dans ses mains le pouvoir capable de briser tous les obstacles politiques sur la voie de l'ordre nouveau. Le "prolétariat organisé en classe domi-

nante" c'est la dictature. En même temps c'est la seule véritable démocratie prolétarienne. Son envergure et sa profondeur dépendent des conditions historiques concrètes. Plus est grand le nombre des Etats qui s'engagent dans la voie de la révolution socialiste, plus les formes de la dictature seront libres et souples et plus la démocratie ouvrière sera large et profonde.

10. - Le développement international du capitalisme implique le caractère international de la révolution prolétarienne. "Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation". Le développement ultérieur du capitalisme a si étroitement lié les unes aux autres toutes les parties de notre planète, "civilisées" et "non civilisées", que le problème de la révolution socialiste a pris complètement et définitivement un caractère mondial. La bureaucratie soviétique a essayé de liquider le Manifeste dans cette question fondamentale. La dégénérescence bonapartiste de l'Etat soviétique fut l'illustration meurtrière du mensonge de la théorie du socialisme dans un seul pays.

11. - "Une fois que, dans le cours du développement, les différences de classe ont disparu et que toute la production est concentrée aux mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique". Autrement dit l'Etat dépérit. Reste la société libérée de sa camisole de force. C'est cela le socialisme. Le théorème inverse : la croissance monstrueuse de la contrainte étatique en URSS, démontre que la société s'éloigne du socialisme.

12. - "Les ouvriers n'ont pas de patrie". Cette phrase du Manifeste a souvent été jugée par les philistins comme une boutade bonne pour l'agitation. En réalité, elle donnait au prolétariat la seule directive raisonnée sur le problème de la "patrie" capitaliste. La suppression de cette directive par la IIe Internationale entraîna non seulement la destruction durant quatre ans de l'Europe mais encore la stagnation actuelle de la culture mondiale. Devant la nouvelle guerre qui approche, dont la IIIe Internationale a frayé le chemin, le Manifeste reste encore aujourd'hui le conseiller le plus sûr dans la question de la "patrie" capitaliste.

Nous voyons ainsi que le petit ouvrage des deux jeunes auteurs continue à fournir des indications irremplaçables dans les questions fondamentales et les plus brûlantes de la lutte libératrice. Quel autre livre pourrait se mesurer même de loin avec le Manifeste Communiste ? Cependant, cela ne signifie nullement qu'après 90 années de développement sans exemple des forces productives et de grandes luttes sociales, le Manifeste n'ait pas besoin de rectifications et de compléments. La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience, qui est pour la pensée humaine l'instance suprême. Des corrections et des compléments, ainsi qu'en témoigne l'expérience historique même, ne peuvent être appliqués avec succès qu'en partant de la méthode qui se trouve à la base du Manifeste. Nous essayerons de le démontrer en nous servant des exemples les plus importants.

1. - Marx enseignait qu'aucun ordre social ne quitte la scène avant d'avoir épuisé ses possibilités créatrices. Le Manifeste flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productives. Cependant, à son époque, de même que pendant les décades suivantes, cette entrave n'avait qu'un caractère relatif ; si dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, ne change rien au fait que les forces productives continuaient à croître à l'échelle mondiale sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. C'est seulement dans les 20 dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation. Les auteurs du Manifeste escomptaient que le capital se briserait longtemps avant de se transformer d'un régime réactionnaire relatif en un

régime réactionnaire absolu. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme.

2. - L'erreur de Marx-Engels quant aux délais historiques découlait d'une part de la sous-estimation des possibilités ultérieures inhérentes au capitalisme, et d'autre part de la sur-estimation de la maturité révolutionnaire du prolétariat. La révolution de 1848 ne se transforma pas en une révolution socialiste, comme le Manifeste l'avait escompté, mais ouvrit par la suite à l'Allemagne la possibilité d'un épanouissement formidable. La Commune de Paris démontra que le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire éprouvé. Or la longue période d'essor capitaliste qui suivit entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais au contraire la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière qui devint à son tour le frein principal de la révolution prolétarienne. Cette "dialectique", les auteurs du Manifeste ne pouvaient pas la prévoir eux-mêmes.

3. - Le capitalisme c'est, pour le Manifeste, le règne de la libre concurrence. Parlant de la concentration croissante du capital, le Manifeste n'en tire pas encore la conclusion nécessaire au sujet du monopole qui est devenu la forme dominante du capital de notre époque, et la prémisse la plus importante de l'économie socialiste. C'est seulement plus tard que Marx constata, dans son Capital, la tendance vers la transformation de la concurrence libre en monopole. La caractéristique scientifique du capitalisme de monopole a été donnée par Lénine dans son Impérialisme.

4. - Se référant surtout à l'exemple de la "révolution industrielle" anglaise, les auteurs du Manifeste se représentaient d'une façon trop rectiligne le processus de liquidation des classes intermédiaires, comme une prolétarisation totale de l'artisanat, du petit commerce et de la paysannerie. En réalité les forces élémentaires de la concurrence n'ont de loin pas achevé cette oeuvre à la fois progressive et barbare. Le capital ruina la petite bourgeoisie beaucoup plus vite qu'il ne la prolétarisait. En outre, la politique consciente de l'Etat bourgeois vise depuis longtemps à conserver artificiellement les couches petites-bourgeoises. La croissance de la technique et la rationalisation de la grande production, tout en engendrant un chômage organique, freinent la prolétarisation de la petite bourgeoisie par le bout opposé. En même temps le développement du capitalisme a extraordinairement accru l'armée des techniciens, des administrateurs, des employés de commerce, en un mot de ce qu'on appelle la "nouvelle classe moyenne". Le résultat en est que les classes moyennes, dont le Manifeste prévoit la disparition de façon si catégorique, forment même dans un pays aussi hautement industrialisé que l'Allemagne à peu près la moitié de la population. Cependant la conservation artificielle des couches petites-bourgeoises depuis longtemps périmées n'atténue en rien les contradictions sociales ; au contraire elle les rend particulièrement morbides. S'ajoutant à l'armée permanente des chômeurs, elle est l'expression la plus malfaisante de la putréfaction du capitalisme.



suite page 4

LA PENSÉE VIVANTE DE MARX

J. Posadas
14 Août 1977

Le texte que nous publions ci-dessous a été écrit en 1977 lors de la visite que Posadas a faite au Musée de la maison natale de Marx à Trèves. Lors de cette visite, il a écrit dans le livre d'or: " C'est avec une émotion et un amour profonds que j'ai visité la maison de Marx, le créateur des idées, du programme et de l'intelligence pour la libération totale de toute forme d'oppression humaine, pour la libération de toute forme de nécessité, pour la construction du socialisme".

Le capitalisme en est aux derniers souffles de son existence et c'est Marx qui va l'achever. Au travers des partis communistes, le prolétariat accomplit la fonction historique que Marx avait prévue, comprise. Il avait donné les idées pour organiser cette fonction objective qui n'avait pas de programme, de politique, de direction. Marx lui a donné tout cela.

En visitant la maison de Marx, il faut rechercher quels traits historiques, quels antécédents et quelles observations peuvent être établis. L'observation fondamentale est que le capitalisme - dont le centre d'appui principal en Europe est l'Allemagne du fait de sa plus grande dépendance à l'impérialisme yankee - ne peut empêcher, afin de subsister, l'entretien de la maison de Marx. Cela montre les contradictions du système capitaliste, les forces du progrès continu, ininterrompu de la lutte pour le socialisme et des Etats ouvriers.

Le capitalisme a intérêt à supprimer les Etats ouvriers et tout ce qui signifie concurrence et antagonisme historique avec lui-même. Cependant, il doit admettre, permettre, accepter le fait qu'il y a une concurrence historique entre capitalisme et socialisme. Non seulement il l'accepte, mais cette lutte est indiscutable et l'existence de Marx est la démonstration que ce sont les idées qui triomphent quand elles représentent une nécessité de l'histoire. Engels disait que le marxisme est la conscience du processus inconscient de l'histoire. La maison de Marx est aussi l'expression consciente du processus inconscient de l'histoire.

On a voulu rejeter Marx mais l'histoire l'a fait revenir. Le prolétariat le ramène ainsi que les Etats ouvriers. Sans leur existence on aurait enterré Marx depuis longtemps. Mais comme les Etats ouvriers représentent la vie pratique et matérielle de Marx, on ne peut l'annuler.

Le capitalisme conserve cette maison parce qu'il ne peut annuler Marx, tout comme Engels, Lénine, Trotsky ou même Posadas, car ils représentent des idées nécessaires dans l'histoire. Marx est une nécessité de l'histoire, il répond à un besoin, non du prolétariat mais de l'histoire. Il s'appuie sur la force historique qu'est le prolétariat, mais indépendamment du prolétariat, Marx exprime une qualité et une création de l'histoire. Sa pensée et son intelligence ne sont pas une création du prolétariat, mais un résultat de l'intelligence humaine. Marx donne l'intelligence pour interpréter le cours de l'histoire. Dans notre hommage, nous disons : c'est pour cette raison que les idées de Marx servent à résoudre toutes les formes d'oppression et toutes les formes de besoins. Voilà ce que l'humanité doit résoudre.

La grandeur de Karl Marx n'est pas d'avoir représenté le prolétariat et défendu ses intérêts, mais d'avoir représenté l'avenir de l'humanité en se basant sur l'instrument fourni par l'histoire qu'était le prolétariat. Tout le processus de l'économie et de la société conduisait à la nécessité des transformations sociales et celles-ci devaient être dirigées par quelqu'un. Par qui ? Une classe qui ne pouvait devenir propriétaire mais qui devait éliminer toutes les classes. Il fallait interpréter cela. C'était quelque chose de nouveau et d'unique dans l'histoire : éliminer la classe qui opprime pour éliminer toutes les classes, et parvenir à supprimer la classe opprimante sans s'ériger à son tour en classe oppresseuse afin d'éliminer toutes les classes. C'était là une fonction de l'humanité et non une fonction de la classe ouvrière. La classe ouvrière était l'instrument pour accomplir cet objectif. Marx disait : "La classe ouvrière sera révolutionnaire ou ne sera pas". Pour accomplir cette fonction, elle doit être révolution-

naire sans quoi elle est un exploité parmi d'autres comme il y en a toujours eu dans l'histoire.

Il faut donc considérer que si le capitalisme doit admettre en Allemagne la maison de Marx, qui signifie un souvenir, une présence vivante des idées du marxisme, c'est parce que la social-démocratie, qui est un des représentants du capitalisme, en a besoin. Il doit agir ainsi parce qu'il doit déjà admettre clairement et publiquement qu'il existe une concurrence antagonique et historique entre le capitalisme et le socialisme. Celui-ci a déjà démontré qu'il a la capacité de remplacer et d'éliminer le système capitaliste. Cette maison de Marx n'a pas été utilisée pour rendre hommage à Marx et à ses idées, mais pour contenir et gagner la gauche socialiste. C'est une mesure politique.

La maison de Marx a été reconstruite après la guerre parce qu'il y avait l'Etat ouvrier allemand juste à côté. Tandis que se formait l'Etat ouvrier allemand, le capitalisme reconstruisait la maison de Marx. Il en a pris l'initiative pour ne pas la laisser à d'autres. Il a pris les devants en adoptant cette mesure afin de limiter et de défigurer la portée de l'hommage à Marx. Voilà ce que signifiait la reconstruction de la maison. En faisant cela, le capitalisme montrait de toute façon que la social-démocratie ne pouvait ni étouffer, ni tuer, ni assassiner le marxisme. Après avoir reconstruit la maison, la social-démocratie a expulsé le marxisme de ses rangs : elle a décidé d'annuler le marxisme mais elle a gardé la maison de Marx. Elle faisait cela pour contenir la gauche du parti et pour avoir l'appui du prolétariat, et dans une certaine mesure faire concurrence à l'Etat ouvrier allemand.

Il manque presque tout à l'intérieur de cette maison. Si on fait un musée de la maison de Marx, il faut faire une analyse chronologique vivante de sa vie. C'est la vie la plus vivante et la plus complète qui soit, une vie consacrée complètement à l'organisation et à l'application des idées. Il n'y a rien de cela dans cette maison. On en montre certains aspects mais la partie essentielle de l'organisation de sa pensée est incomplète quand il arrive à la conclusion marxiste après Feuerbach. Là il y a un vide et surtout on ne montre pas la vie qu'il menait pour pouvoir se préoccuper des problèmes comme celui de la Commune de Paris.

Marx a critiqué les Communards mais il les a appuyés. Il ne les a pas critiqués parce qu'ils se trompaient mais parce qu'ils intervenaient à contre-temps. Mais il leur a donné tout son appui à travers la 1e Internationale. Marx tirait la conclusion politique pratique comme une direction consciente qui voyait l'erreur de ce mouvement juste dans sa finalité mais qui était erroné au niveau de la tactique et des délais. Il n'a pas fait une critique pour condamner mais une critique persuasive

montrant que ce mouvement survenait à contre-temps. Tout ceci n'est pas exposé dans la maison de Marx, c'est pourtant une des plus belles étapes de la 1e Internationale.

Ce musée manque de tout ce que signifiait Marx. Il est un reflet passif de Marx et on ne peut représenter Marx passivement, uniquement à travers ses écrits. Même si le musée ne peut présenter que des choses fixes, du fait de la nature de la commémoration qu'il réalise, il peut exprimer le mouvement de la vie de Marx au travers de l'analyse. Il n'y a rien de cela. On ne voit pas non plus la vie de sa femme ni sa vie avec elle. Il menait une intense vie politique avec sa compagne. Il dit lui-même qu'elle donnait parfois de bonnes opinions, qu'il les corrigeait ou les amplifiait.

Il faudrait aussi montrer la polémique qui précéda la création de la 1e Internationale. Il y eut une discussion énorme à ce sujet. Marx et Engels constituaient l'Internationale à eux deux. Ils ont parcouru l'Europe pour convaincre de la nécessité de faire la 1e Internationale. Mais il fallait voir aussi la richesse et la maturité relative du processus dans le fait que le Manifeste Communiste fut publié, de même que les autres textes de Marx et Engels, dans presque toutes les langues. Marx cherchait à faire publier ses textes immédiatement dans toutes les langues et à les diffuser. Il était conscient qu'ils auraient une grande portée, peut-être pas à son époque mais à une époque postérieure. Il était conscient du processus de l'histoire. Voilà ce qu'il faudrait montrer dans ce musée sous forme d'une chronologie de documents, de textes, d'images, de réunions à la suite desquelles tel ou tel texte parut, de discussions sur les problèmes mondiaux et locaux à la suite desquelles tel autre texte fut rédigé. Il faut faire une chronologie vivante au lieu de la présentation passive et morte des documents comme le fait ce musée.

Le capitalisme agit ainsi parce qu'il n'a ni intérêt, ni préoccupation pour faire autrement. Mais l'Etat ouvrier peut faire autre chose et il doit le faire. Il faudrait montrer dans le musée l'hommage profond que Marx a rendu à la Commune de Paris. Mais il ne faut pas s'attendre à ce que les musées du capitalisme s'organisent ainsi ni espérer qu'ils le feront sous l'effet d'une critique. Il faut montrer l'impuissance, l'incapacité du capitalisme et son manque d'intérêt pour faire un musée de Marx.

Comme il n'existe pas de musée réalisé par les Etats ouvriers ou les partis communistes, le capitalisme en profite alors pour canaliser et recueillir toute la documentation et l'enfermer dans cette maison où il la laisse mourir, de telle sorte

qu'elle ne serve pas de témoignage de la vie de Marx pour le continuer. Le musée ne montre aucune des conclusions pratiques du marxisme : l'Etat ouvrier soviétique, les autes Etats ouvriers, les expériences pratiques de la Commune de Paris qui se sont poursuivies en 1905 et en 1917. Il ne montre pas que le marxisme aujourd'hui est dans le monde entier.

L'important dans un musée de Marx est de montrer qu'il a été l'organisateur des idées les plus grandes, les plus complètes et les plus objectives de l'histoire. On ne voit pas cela dans le musée, on n'y montre pas la vie de Marx dédiée aux idées, qui est une des formes les plus élevées de la vie, supérieure à tout autre exemple de l'histoire. Au lieu de consacrer sa vie à gagner de l'argent pour s'occuper de sa famille, Marx a choisi de manquer de moyens matériels mais de continuer sa fonction historique, de réaliser son oeuvre, d'organiser la 1e Internationale.

Il a écrit "Le capital", a organisé la 1e Internationale et s'est consacré au progrès de l'humanité. Il ne le faisait pas au nom des idées du communisme mais pour le progrès de l'humanité représenté sous la forme des idées du communisme. Il ne se consacrait pas à des idées abstraites, sectaires, il ne vivait pas l'idée pour elle-même ni pour un groupe ou un courant, mais il créait des idées, une organisation de la pensée, du programme, de la méthode d'interprétation de l'histoire - le marxisme - destinées à transformer la société. C'était un processus nécessaire et irrésistible : Marx montrait que l'accumulation du progrès de la science, de la technique, de l'économie et le développement de l'intelligence conduisaient nécessairement à la transformation sociale, et que le prolétariat était le facteur conscient de la fonction pour réaliser ces transformations sociales.

Le prolétariat signifie un instrument, un programme, une expérience qui avait besoin d'organiser sous la forme d'une direction la fonction historique qu'il devait accomplir. Il devait lui-même apprendre à s'organiser pour cette fonction. Voilà ce qu'est le marxisme : un instrument conscient de transformation et d'organisation de la société. Le capitalisme est loin de pouvoir montrer cela. Aucun pays capitaliste n'est capable de faire de cette manière un musée de la vie de Marx.

Les Etats ouvriers doivent le faire et nous nous adressons à eux pour qu'ils accomplissent cette tâche. Ils peuvent montrer une infinité d'expériences, d'exemples, et contribuer ainsi à organiser la sécurité dans la pensée marxiste, dans la transformation sociale consciente de l'humanité. Le marxisme est la conscience du processus inconscient dans la mesure où il n'y a pas d'harmonie entre la classe dirigeante, l'économie, la science et la technique. La classe dirigeante a des intérêts d'exploitation, elle doit développer la science et la technique qui la dépassent elle-même. Elle ne peut les utiliser et doit au contraire étouffer la science et la technique pour continuer à vivre.

Marx n'a pas douté pour organiser sur la base des idées un instrument comme la 1e Internationale. Il a été l'homme le plus dynamique qui ait existé dans l'histoire, en se basant sur la capacité scientifique et la capacité organisatrice des idées, sur la confiance dans les idées.

J. Posadas
14 Août 1977

Pour les 150 ans du Manifeste Communiste

Préface de Léon Trotsky à l'édition de 1937

suite de la page 2

5. - Le Manifeste, conçu pour une époque révolutionnaire, contient à la fin du 2e chapitre 10 revendications qui répondent à la période d'immédiate transition du capitalisme au socialisme. Dans la préface de 1872, Marx et Engels indiquèrent que ces revendications étaient partiellement vieilles, et en tout cas n'avaient plus qu'une signification secondaire ; ils l'interprétèrent dans le sens que les mots d'ordre révolutionnaires transitoires cédaient définitivement la place au "programme minimum" de la social-démocratie qui lui, comme on sait, ne sortait pas des bornes de la démocratie bourgeoise.

En réalité, les auteurs du Manifeste ont indiqué d'une façon tout à fait précise la correction principale à apporter à leur programme transitoire, à savoir : "Il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins". Autrement dit, la correction visait le fétichisme de la démocratie bourgeoise. A l'Etat capitaliste, Marx opposa plus tard l'Etat du type de la Commune. Ce "type" a pris par la suite la forme beaucoup plus précise des soviets. Aujourd'hui, il ne peut y avoir de programme révolutionnaire sans soviets et sans contrôle ouvrier. Quant à tout le reste, aux dix revendications du Manifeste qui, à l'époque de la paisible activité parlementaire, apparaissaient comme "archaïques", elles ont revêtu à présent toute leur importance. Par contre, ce qui est vieilli sans espoir c'est le "programme minimum" social-démocrate.

6. - Pour justifier l'espoir que la "révolution bourgeoise allemande... ne peut être que le prélude de la révolution prolétarienne", le Manifeste invoque les conditions générales beaucoup plus avancées de la civilisation européenne, par rapport à l'Angleterre au XVIIe siècle et à la France au XVIIIe siècle, et le développement bien supérieur du prolétariat. L'erreur de ce pronostic ne consiste pas uniquement dans le délai. Quelques mois plus tard, la révolution de 1848 montra précisément qu'en présence d'une évolution plus avancée, aucune des classes bourgeoises n'est capable de mener la révolution jusqu'au bout : la grande et moyenne bourgeoisie est trop liée aux propriétaires fonciers et trop soudée par la peur des masses, la petite bourgeoisie est trop dispersée et trop dépendante, par l'intermédiaire de ses dirigeants, de la grande bourgeoisie.

Comme l'évolution ultérieure en Europe et en Asie l'a démontré, la révolution bourgeoise, prise isolément, ne peut plus du tout se réaliser. La purification de la société des détroques féodales n'est possible que si le prolétariat, libéré de l'influence des partis bourgeois, est capable de se mettre à la tête de la paysannerie et d'établir sa dictature révolutionnaire. Par là même, la révolution bourgeoise se noue avec la première étape de la révolution socialiste pour s'y dissoudre ensuite. La révolution nationale devient ainsi un chaînon de la révolution internationale. La transformation des fondements économiques et de tous les rapports de la société

prend un caractère permanent.

Pour les partis révolutionnaires des pays arriérés de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, la compréhension claire du rapport organique entre la révolution démocratique et la dictature du prolétariat, et par conséquent avec la révolution socialiste internationale, est une question de vie ou de mort.

7. - En montrant comment le capitalisme entraîne dans son tourbillon les pays arriérés et barbares, le Manifeste ne dit encore rien sur la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour leur indépendance. Dans la mesure où Marx et Engels pensaient que la révolution socialiste "dans les pays civilisés tout au moins" était l'affaire des années prochaines, la question des colonies était à leurs yeux résolue, non comme résultat d'un mouvement autonome des peuples opprimés, mais comme le résultat de la victoire du prolétariat dans les métropoles du capitalisme. C'est pourquoi les questions de la stratégie révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont même pas effleurées dans le Manifeste. Mais ces questions exigent des solutions particulières. Ainsi, par exemple, il est bien évident que si la "patrie nationale" est devenue le pire frein historique dans les pays capitalistes développés, elle reste encore un facteur relativement progressif dans les pays arriérés qui sont obligés de lutter pour leur existence nationale indépendante.

"Les communistes, déclare le Manifeste, appuient dans tous les pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant". Le mouvement des races de couleur contre les oppresseurs impérialistes est l'un des mouvements les plus puissants et les plus importants contre l'ordre social existant, et c'est pourquoi il lui faut le soutien complet, indiscuté et sans réticence du prolétariat de

race blanche. Le mérite d'avoir développé la stratégie révolutionnaire des peuples opprimés revient surtout à Lénine.

8. - La partie la plus vieille du Manifeste - non pas quant à la méthode mais quant à l'objet - est la critique de la littérature "socialiste" de la première moitié du XIXe siècle (chapitre 3) et la définition de la position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition (chapitre 4). Les tendances et partis énumérés dans le Manifeste furent balayés si radicalement par la révolution de 1848 ou par la contre-révolution qui suivit, que l'histoire ne les mentionne même plus. Cependant, dans cette partie aussi, le Manifeste nous est aujourd'hui plus proche qu'à la génération précédente. A l'époque de prospérité de la IIe Internationale, lorsque le marxisme semblait régner sans conteste, les idées du socialisme d'avant Marx pouvaient être considérées comme définitivement révolues. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La décadence de la social-démocratie et de l'Internationale Communiste engendre à chaque pas des récidives idéologiques monstrueuses. La pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance. A la recherche des formules de sauvetage, les prophètes de l'époque de déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps enterrées par le socialisme scientifique.

En ce qui concerne la question des partis d'opposition, les décades y ont apporté les plus profonds changements : non seulement les vieux partis ont été remplacés depuis longtemps par des nouveaux, mais encore le caractère même des partis et de leurs rapports mutuels s'est modifié radicalement dans les conditions de l'époque impérialiste. Le Manifeste doit donc être complété par les documents des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, par la littérature fondamentale du bolchevisme et les décisions des conférences de la IVe Internationale.

Nous avons rappelé plus haut que selon Marx aucun ordre social ne quitte la scène avant d'avoir épuisé les possibilités qui lui sont inhérentes. Cependant, l'ordre social même périmé ne cède pas la place sans résistance à un ordre nouveau. La succession des régimes sociaux suppose la plus âpre lutte des classes, c'est-à-dire la révolution. Si le prolétariat, pour une raison ou pour une autre, s'avère incapable de renverser l'ordre bourgeois qui se survit, il ne reste au capital financier, dans la lutte pour maintenir sa domination ébranlée, qu'à transformer la petite bourgeoisie, conduite par lui au désespoir et à la démoralisation, en une armée de pogrome du fascisme. La dégénérescence bourgeoise de la social-démocratie et la dégénérescence fasciste de la petite bourgeoisie sont entrelacés comme cause et effet.

Aujourd'hui, la IIIe Internationale accomplit dans tous les pays, avec une licence plus effrénée encore, l'oeuvre de tromperie et de démoralisation des travailleurs. En frappant l'avant-garde du prolétariat espagnol, les mercenaires sans scrupules de Moscou ne fraient pas seulement la voie au fascisme, mais encore réalisent une bonne partie de sa besogne. La longue crise de la révolution internationale, qui se transforme de plus en plus en crise de la culture humaine, se réduit au fond à la crise de la direction révolutionnaire.

Comme héritière de la grande tradition dont le Manifeste du Parti Communiste est le chaînon le plus précieux, la IVe Internationale éduque de nouveaux cadres pour résoudre les anciennes tâches. La théorie est la réalité généralisée. Dans une attitude honnête envers la théorie révolutionnaire s'exprime la volonté passionnée de refondre la structure de la réalité sociale. Le fait qu'au sud du continent noir nos camarades d'idées ont traduit pour la première fois le Manifeste dans la langue des Africains Boers, est une confirmation éclatante du fait que la pensée marxiste n'est vivante aujourd'hui que sous le drapeau de la IVe Internationale. L'avenir lui appartient. Au centenaire du Manifeste Communiste, la IVe Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète.

L. Trotsky
30 Octobre 1937

Editorial.....*suite de la page 1*

tion de tout ce qui reste comme entreprise ou service public. Le gouvernement fédéral belge, et à plus forte raison encore, les gouvernements régionaux, quelle que soit leur composition, ont de moins en moins à dire, ils servent à récolter les impôts de la population pour payer la dette publique, à gérer la privatisation et à réduire à rien les acquis de la Sécurité Sociale depuis la guerre. Après la consolidation de Belgacom, on voit la privatisation en douce de la Poste, la perte totale de contrôle de l'Etat belge dans la production et la distribution d'énergie avec les tractations de Suez et la Générale, il en est de même dans tous les secteurs de l'industrie, Cockerill va être vendu aux trusts européens, le droit de regard du gouvernement wallon sera réduit à zéro.

Devant toutes ces questions, les Ecolos restent dans le vague. Et

le Parti Socialiste ne donne aucune réponse. La tendance dans la social-démocratie européenne est de se rallier au pragmatisme à outrance du Parti Travailleurs anglais ou du SPD allemand, qui ne font que s'adapter à la crise du capitalisme.

Même un gouvernement de gauche, comme celui de Jospin en France ne peut prendre de mesures importantes, car il se heurte à la pression, au veto de plus en plus violent du pouvoir capitaliste. Sa force principale, comme celle des partis de gauche et des syndicats se trouve dans la mobilisation sociale de la population qui est indispensable pour faire avancer la moindre des positions de gauche. Pour cela, le mouvement des chômeurs en France, comme les mobilisations des travailleurs, des sans papiers, des jeunes, constituent le point d'appui principal de la gauche.

De même en Belgique, il faut

s'appuyer sur les mouvements très importants qui surgissent dans tous les coins du pays, dans tous les secteurs de la population laborieuse, pour former un front des syndicats et de toutes les tendances politiques de la gauche. Il faut aller au-delà d'une discussion pour de futures élections! Le front des travailleurs de tout le pays est nécessaire pour établir un programme de revendications et de mesures économiques et sociales anti-capitalistes: le semaine de 35 heures et 32 heures immédiatement, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire, un plan de développement économique et social pour la population du nord au sud du pays, pour la construction et la rénovation des logements, pour le maintien et la restauration de tous les services publics, des hôpitaux, de la poste, du gaz et électricité, des télécommunications, de la banque, pour une organisation commune de ces services publics et de la lutte pour ces revendications dans toute l'Europe.



Manifeste du Premier Mai 1998

A 150 ANS DU MANIFESTE COMMUNISTE, L'HUMANITE S'UNIFIE DANS LA LUTTE POUR ABATTRE LE SYSTEME CAPITALISTE

En ce 1er Mai, les contradictions entre le prolétariat et la bourgeoisie et entre les différentes couches de la bourgeoisie s'aiguisent comme jamais à un tel niveau planétaire. La dispute sociale et politique pour la direction de la société également. Les lois de la concentration du capital, formulées par Marx et Engels au siècle passé, montrent toute leur vigueur et leur actualité. Le capitalisme, dans le processus de son développement ou de sa simple survie, est obligé de se concentrer, d'éliminer les concurrents sur les marchés nationaux, continentaux et mondiaux. Le capitalisme se renforce ainsi du point de vue de l'accumulation des richesses, mais socialement il perd des points d'appui, et le mode de production capitaliste menace des populations, des régions, des continents entiers.

Malgré l'éclatement du système socialiste et la désintégration plus ou moins avancée des Etats ouvriers, - du fait que la bureaucratie dirigeante a préféré désertier plutôt que de se trouver dans des affrontements révolutionnaires -, l'humanité continue à réfléchir et se prépare à éliminer ce qui reste du capitalisme. Parce qu'elle a une grande conscience que ce système mène à la barbarie et aussi parce qu'elle n'a pas oublié les avancées économiques, sociales, culturelles qui ont été possibles avec l'existence des Etats ouvriers. Prenons le seul exemple des femmes en Afghanistan à l'époque de la soi-disant invasion soviétique et à l'époque actuelle des Talibans! Les masses n'ont pas pu, par manque de direction, se débarrasser du carcan de cette bureaucratie mais elles gardent toute leur conscience socialiste et poursuivent la lutte pour affronter le système capitaliste.

L'économie mondiale est aux mains des grands monopoles nord-américains, contre lesquels l'Europe et le Japon ont déjà perdu la bataille. La récente expérience de la crise du Sud-Est asiatique révèle la puissance énorme des grands capitaux impérialistes qui sont capables, par la spéculation sur les monnaies et la Bourse, de soumettre et de détruire, des pays et même des continents entiers. Cette crise, qui est loin d'être terminée et qui produira encore des effets plus graves, a déjà détruit la petite et moyenne industrie de la Corée, de l'Indonésie, de la Thaïlande, qui alimente le marché national. Maintenant les marchandises américaines et européennes pourront entrer sans aucune entrave.

Marx expliquait déjà au siècle passé comment l'Angleterre avait détruit l'industrie textile de l'Inde pour y faire pénétrer sa propre production. Ceux qui sortent gagnants de la crise actuelle, ce sont les filiales des grandes compagnies américaines et européennes qui travaillent exclusivement pour le marché mondial et qui profitent des dévaluations des monnaies nationales. Les bourgeoisies de ces pays sont affaiblies et d'autant plus soumises aux pressions de la Banque Mondiale, qui leur impose des régressions des droits du mouvement ouvrier et de la petite bourgeoisie. Cette crise produit déjà des effets brutaux sur les masses des pays attaqués, des millions de travailleurs sont jetés sur le pavé, sans aucune sécurité sociale, d'autres millions sont expulsés

des pays où ils avaient immigré et n'ont pas le droit de rentrer chez eux. Cette crise est aussi un avertissement aux autres bourgeoisies du monde.

L'idée de contrecarrer l'influence de l'impérialisme américain par une Europe dirigée par la social-démocratie est condamnée à l'échec. Les grandes compagnies nord-américaines et multinationales tiennent toutes les rênes de l'économie mondiale. Au travers de leurs filiales en Europe et au Japon, elles pèsent sur l'orientation de ces deux blocs qui prétendent s'opposer aux Etats-Unis. Le processus actuel de concentration de la production mène au monopole des grandes compagnies impérialistes. Par exemple, Microsoft domine le marché mondial de l'informatique; l'industrie aéronautique américaine détient 85% de la production mondiale. L'Europe ne peut pas faire la concurrence. La haute finance et la grande bourgeoisie de chaque pays se centralisent derrière l'impérialisme américain et obéissent à ses directives. Il n'est pas possible de faire de l'Union Européenne un nouveau bloc de pouvoir économique et politique capable de peser sur la scène mondiale. Les leviers essentiels de l'économie sont aux mains du grand capital international. Le grand capital européen défend et applique les mêmes plans que l'impérialisme américain dans le monde.

Dans ce sens, le projet A.M.I. (Accord Multilatéral d'Investissement) concrétise les plans du capitalisme mondial, il prévoit la création d'un organisme mondial qui, dans le but de protéger les investissements, impose l'orientation économique et politique des gouvernements de chaque pays. Il fait partie de l'arsenal d'organismes créés pour assurer la dictature planétaire du capital. Il constitue, avec le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, le gouvernement mondial non déclaré, qui vide de leur substance les Etats dits nationaux. Cela confirme pleinement les analyses développées dans "Le Manifeste Communiste" et cela montre aussi les bases objectives qui existent pour l'unification socialiste de tous les pays du monde.

La lutte à mort qui se développe entre les bourgeoisies les plus importantes de la planète s'exprime, par exemple, entre les Français et les Etats-Unis. La France a déjà perdu beaucoup de pouvoir économique et donc d'influence politique dans des points clés d'Afrique, tels que l'Algérie, le Congo, les pays des Grands Lacs. L'aggravation actuelle de la crise de la bourgeoisie en France est due, en bonne partie, à cette défaite face à l'impérialisme américain, qui se traduit par une perte d'autorité dans son pays.

Un nouveau panorama du monde capitaliste est en train de se dessiner, avec les Etats-Unis comme puissance prédominante. L'impérialisme américain se prépare toujours à la guerre atomique, pour se prémunir de toute volonté de révolution socialiste ou de mouvement qui mette en cause sa domination dans le monde. Il cherche à concentrer sur l'armée des Etats-Unis toute la fonction de défense des intérêts capitalistes, il se détache de l'ONU et réorganise l'OTAN sous sa houlette. Mais il n'en est pas moins confronté à la concurrence des autres bourgeoisies. L'échec de la dernière tentative d'attaque contre l'Irak en est un exemple.

La vie aux Etats-Unis est une expression de la dégradation et de l'aberration auxquelles conduit le capitalisme à cette dernière phase de son existence. On y voit la violence, les assassinats d'enfants dans les écoles, la désintégration totale des sentiments et des relations humaines, l'individualisme exaspéré. Le capitalisme, c'est la mort et l'assassinat sous toutes les formes.

Les groupes terroristes sont un instrument manipulé par la droite de l'impérialisme qui a besoin de maintenir des foyers de tensions à échelle mondiale pour justifier le maintien de son appareil militaire ou essayer de nouvelles armes. Cette politique se manifeste en particulier au Moyen Orient. Les actions criminelles d'Israël contre les masses palestiniennes, au mépris de tous les accords antérieurs, ne peuvent se répéter que grâce à l'appui d'un secteur de l'impérialisme et à la passivité de la bourgeoisie mondiale. L'armée et le gouvernement israélien ont pour fonction d'empêcher l'organisation révolutionnaire du peuple palestinien et l'unification des masses israéliennes et palestiniennes contre la politique de ce gouvernement.

L'impérialisme a recherché une nouvelle épreuve de forces en essayant d'attaquer l'Irak. Mais son échec exprime, d'une part, le rejet des masses nord-américaines et de l'autre, l'incapacité des Etats-Unis d'entraîner les autres bourgeoisies dans leur politique guerrière. Il y a une lutte et des divisions au sein de l'impérialisme américain. Les secteurs les plus durs ne peuvent accepter la politique d'ouverture tentée par Clinton.

Celui-ci a essayé, au cours de son voyage en Afrique d'établir des liens, de rompre l'isolement et le rejet de la politique américaine par le reste du monde. C'est pour cela qu'il a écouté sans broncher les critiques de Mandela qui revendiquait le rôle de Cuba, de la Libye, de l'Iran en Afrique du

Sud, et qu'il essaye de soutenir le programme d'aide sociale aux Etats-Unis. Cela ne convient pas à la droite de l'impérialisme, qui a monté tous ces scandales contre Clinton pour le discréditer et pour changer de politique et concentrer tout sur la préparation de la guerre.

La lutte pour les 35 heures et le programme de transformations sociales

La victoire de Jospin en France a donné à certains courants de la gauche en Europe, l'impression qu'une nouvelle étape commence, en Europe du moins, où il sera possible de contenir la bourgeoisie et de lui imposer certaines conditions, sans pour cela sortir des marges du capitalisme. Ces secteurs croient qu'il sera possible de faire reculer le patronat et défendre les conquêtes sociales des masses. Cependant, le premier gouvernement socialiste de Mitterrand en 1981 avait déjà montré l'échec de cette position. Le programme de Jospin n'est pas très différent de celui de Mitterrand, mais la crise du capitalisme, le mûrissement du prolétariat et le rejet du capitalisme par des couches de plus en plus larges de la société donnent à cette nouvelle expérience, une impulsion plus grande vers un affrontement. Le capitalisme n'a plus la même force et autorité, et les directions bureaucratiques n'ont plus autant de force pour empêcher l'intervention du prolétariat.

Le gouvernement Jospin a triomphé grâce à la radicalisation des masses, la mobilisation des fonctionnaires, des étudiants, des chômeurs, des étrangers, des démocrates contre les fascistes. La pression de la base socialiste a provoqué un nettoyage de la couche dirigeante du Parti Socialiste et imposé un front unique objectif socialiste-communiste-écologiste, ainsi que l'avance d'une direction plus perméable à l'influence des masses. C'est cela qui a poussé Jospin à défendre publiquement au Parlement le rôle du Parti Communiste dans la lutte contre le nazisme.

Ce cours ascendant de la lutte des classes donne une qualité supérieure au Gouvernement Jospin et des bases plus fermes pour faire avancer un programme anti-capitaliste. Cependant, ce gouvernement se trouve maintenant dans une impasse, parce que, au moment d'appliquer les mesures, il se heurte à l'opposition de la bourgeoisie et cela le fait hésiter. Il ne faudra pas longtemps pour que la pression du prolétariat développe une situation de double pouvoir en France où les forces de gauche devront se radicaliser et appliquer des positions anti-capitalistes.

En Angleterre, il n'y a pas eu de grande intervention du prolétariat, ni un grand Parti Communiste, et cela a laissé plus de marge de manoeuvre à la direction du Parti Travailleurs de Blair pour concilier avec la bourgeoisie. En Espagne, la base ouvrière et socialiste fait pression sur le Parti et les syndicats, pour imposer une attitude plus résolue face au patronat et pour nettoyer le PSOE de toute sa bureaucratie corrompue. La social-démocratie européenne et mondiale se trouve face au risque de disparition pure et simple, comme le Parti Socialiste Italien, ou d'éclatement et de ruptures avec l'apparition de secteurs plus à gauche.

Le processus de la France résume et exprime les relations de forces en jeu dans tout le monde capitaliste. Comme en Mai 68, la France représente l'état d'esprit et les conditions qui existent dans les autres pays capitalistes d'Europe pour prendre le pouvoir. Le mouvement des chômeurs, qui s'est étendu à d'autres pays, révèle une mûre réflexion des masses, de même que le mouvement "okupa" d'Espagne (occupation par les jeunes des maisons abandonnées pour en faire des centres sociaux et culturels): ils mettent en cause les normes essentielles de la vie capitaliste: la défense sacrée de la propriété privée. La revendication du droit au travail et au logement mène à une remise en question de tout le capitalisme et son remplacement par un régime qui se préoccupe de la vie et des besoins des masses, le socialisme.

La lutte pour les 35 heures, lancée par les masses françaises, belges et allemandes, s'étend à toute l'Europe. Malgré la régression de leurs conditions de vie, les masses ne se laissent pas intimider par le capitalisme. Les mobilisations des travailleurs pour défendre l'emploi et les conditions de vie, se sont multipliées et unifiées comme l'a exprimé le mouvement européen de solidarité avec Renault Vilvorde. Ces luttes sont importantes, mais il faut les inclure dans un programme qui donne une solution de fond à ces problèmes. Les syndicats, toute la gauche en Europe, doivent discuter, défendre, mener de l'avant un programme de transformations sociales, de changements économiques, qui requiert l'expropriation des moyens de production et leur utilisation pour satisfaire les besoins de la population.

Les gouvernements en Europe se sont dédiés à "assainir" les entreprises publiques pour ensuite les privatiser. Il ne s'agit pas seulement de privatiser les industries de base, mais également les services de santé, d'éducation. Non seulement l'Etat capitaliste se vide de son contenu, mais il se détourne aussi des services fondamentaux à rendre aux populations pour livrer ceux-ci aux lois du marché. Chaque groupe social bénéficiera de soins de santé, de sécurité sociale, d'éducation, selon ses revenus, et le niveau de vie du prolétariat et des masses exploitées dans leur ensemble va en pâtir.

En Amérique Latine, ce processus de crise mondiale s'exprime sous forme contradictoire. L'absence – en dehors du Chili – de grands partis communiste et socialiste, a poussé les masses à rechercher d'autres moyens d'intervention, comme celui des mouvements nationalistes et anti-impérialistes, des mouvements de guerrillas, ou des partis basés sur les syndicats (comme le PT du Brésil).

Les masses sont restées sans organes politiques à cause des dictatures qui ont réprimé et assassiné un secteur important de l'avant-garde et elles se sont appuyées sur les syndicats pour mener la lutte contre le système capitaliste. En Argentine, en Uruguay, au Chili, le mouvement ouvrier a entraîné tous les secteurs progressistes de la société dans une lutte pour faire le procès des coupables des disparitions et assassinats, cette lutte est devenue une mise en cause, non seulement de la justice, mais de toute la structure du régime capitaliste. La population se souvient que Videla comme Pinochet et les militaires d'Uruguay ont pris le pouvoir pour arrêter un processus de luttes qui menait à des changements radicaux dans la société. Pinochet, Videla, la dictature d'Uruguay accomplissaient le rôle que leur avaient désigné la CIA et l'impérialisme américain.

Au Brésil, comme dans l'ensemble de l'Amérique Latine, il y a un processus latent de guerre civile. Le gouvernement s'est converti en serviteur de l'oligarchie et de l'impérialisme yankee. La lutte du PT a été importante, mais actuellement, le niveau le plus élevé des luttes s'exprime dans le Mouvement des Sans Terre, qui revendique la terre pour les paysans pauvres et s'est organisé avec des armes pour affronter les bandes assassines payées par les latifundistes, mais qui occupe aussi les terres, organise des coopératives et les fait produire. Le MST donne son appui électoral au PT, ce qui est un exemple de l'alliance ouvrière-paysanne qu'il faut étendre à toute l'Amérique Latine.

La possession de la terre est un problème fondamental pour toute l'Amérique Latine. En Colombie qui vit dans la guerre civile depuis plus de quarante ans, le mouvement de guerrilla se maintient et progresse. En Bolivie, la grève générale de deux semaines a montré la volonté immense de lutte du prolétariat et des masses du pays qui ont été à l'avant-garde de tout le continent à l'époque où elles ont imposé les nationalisations sous contrôle ouvrier des mines d'étain.

Au Mexique, la gauche a pris le gouvernement de villes et de régions importantes, et le mouvement zapatiste, avec toutes ses limitations, reflète aussi l'état d'esprit révolutionnaire qui persiste. La pauvreté et la misère extrême imposées par le capitalisme aux masses du continent n'ont pas paralysé leur décision et leur volonté révolutionnaire.

Le processus de désintégration partielle des états ouvriers et la discussion dans le mouvement communiste

Dans tous les pays qui faisaient partie du système des Etats ouvriers, subsistent des formes et des structures de l'Etat ouvrier et il se produit une accumulation de forces révolutionnaires qui se préparent à liquider les camarillas issues de la bureaucratie en décomposition. Les manifestations en Biélorussie contre les réformes capitalistes, la crise permanente du gouvernement de Eltsine, la victoire des communistes en Ukraine, les grèves ouvrières constantes en Russie, en Ukraine, en Biélorussie, l'agitation sociale qui pointe en Chine, la défense des étatisations et des liens avec l'ex-URSS par les gouvernements d'Ouzbekistan et du Kazakstan: ce sont autant de signes que le prolétariat des Etats ouvriers, après un moment de déconcertement, n'est pas disposé à perdre ses conquêtes sociales historiques, qu'il s'est mis en marche et se prépare à la liquidation de ces camarillas. L'impérialisme est conscient de cette situation. Il se prépare à la guerre, essentiellement pour pouvoir la lancer contre les masses des Etats ouvriers, dès que se développeront de nouvel-

les directions révolutionnaires.

Le blocus de Cuba est maintenu par un secteur de l'impérialisme, pour poursuivre sa politique de harcèlement et désintégration du camp socialiste. Il s'appuie pour cela sur la faiblesse des directions, la claudication de la bureaucratie des Etats ouvriers et principalement de l'URSS. La visite du Pape à Cuba montre d'une part les intentions de l'Eglise catholique de poursuivre le travail de Jean-Paul II en vue de la destruction de l'Etat ouvrier, mais d'autre part il révèle aussi la faiblesse de la bourgeoisie mondiale, dont un secteur rompt sa centralisation avec l'impérialisme et cherche des formes plus commerciales et plus politiques d'intervention dans l'Etat ouvrier. L'avant-garde et les masses cubaines ont participé à tous les actes du Pape, en voulant montrer au monde les bases et la force de la lutte pour le socialisme à Cuba. Elles l'ont fait aussi pour empêcher les secteurs plus cléricaux, arriérés, réactionnaires ou opposés à l'Etat ouvrier de montrer une autre image de Cuba.

Cependant, les immenses forces révolutionnaires qui existent dans le monde ne parviennent pas à triompher par manque de direction et d'organisme adéquats. Le stalinisme, et toute les conceptions et formes bureaucratiques de direction héritées du stalinisme ont neutralisé et ensuite détruit, les organes créés par les masses, les syndicats, les partis communistes, l'Union Soviétique. L'expérience actuelle montre que, quand la bureaucratie ne peut plus contenir la pression de la base, elle détruit consciemment le Parti et l'Etat ouvrier.

La base des partis communistes et de tout le camp révolutionnaire n'accepte pas cette perte et cette défaite, mais elle éprouve de grandes difficultés à sortir de l'impasse actuelle, car elle est entravée par les restes du stalinisme qui signifie la destruction de la méthode de pensée scientifique marxiste et du parti révolutionnaire comme le Parti Bolchévique. Les partis communistes ont abandonné les principes du marxisme et la vie politique révolutionnaire qui en résulte. Ils ont laissé la base et l'avant-garde désarmées face à la crise actuelle du capitalisme et sans réponse révolutionnaire. Tous les efforts de la base communiste pour sortir de cette situation ne portent pas pleinement leurs fruits car ils se heurtent aux limitations de la direction. L'exemple de Refundazione Comunista en Italie est particulièrement significatif. Ce Parti s'est constitué avec la volonté de défendre des principes communistes, mais n'est pas parvenu à être l'instrument nécessaire pour mettre ces principes en application. Les louvoisements constants des partis communistes expriment cette absence de programme et d'objectifs révolutionnaires. La reconstruction de l'URSS, du système des Etats ouvriers et des partis communistes est cependant une nécessité essentielle pour donner une issue à la crise actuelle, qui est la fin du règne de la propriété privée capitaliste et le tout début seulement de la nouvelle civilisation humaine. Cela requiert de reprendre l'expérience et les principes du bolchévisme, des sept premières années de la Révolution d'Octobre avec les Soviets et l'Internationale Communiste.

Le capitalisme conduit l'humanité à la destruction. Le prolétariat est le seul capable de donner une issue à la crise actuelle. Il faut formuler et défendre un programme mondial pour toute l'humanité. La centralisation et mondialisation de l'économie rend inutiles toutes les solutions partielles, nationales, régionales. Il faut appeler à une rencontre mondiale des partis ouvriers, de toutes les tendances de gauche, des mouvements associatifs et des syndicats pour discuter un plan de solutions économiques pour les masses de tous les pays, d'expropriation des principales industries et des banques, des terres, de contrôle ouvrier et populaire de la production et des services afin de satisfaire tous les besoins vitaux des masses du monde, de construction d'hôpitaux, de routes, de logements, d'écoles, d'échange des biens et des services à la place des rapports commerciaux de l'offre et de la demande. Pour appliquer ce programme, nous appelons à un front unique mondial anti-capitaliste et anti-impérialiste.

L'impérialisme agit et planifie la production avec une vision mondiale, mais en fonction des intérêts de la propriété privée. La phase actuelle de mondialisation de l'économie jette les bases pour l'économie socialiste du futur. Il faut utiliser ce développement des forces productives créé par le capitalisme, au bénéfice de l'humanité. Un plan mondial de solutions économiques requiert un instrument d'élaboration et d'application. Il faut reprendre l'expérience de l'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky, au niveau actuel possible d'une Internationale Communiste de masses.

Bureau International de la IVe Internationale Posadiste

**Editeur Responsable : Pôlet C: rue des cultivateurs, 62 -1040 Bruxelles
Téléphone: 02/732.21.95**

Ne pas jeter sur la voie publique S.V.P.

L'OTAN NE CHANGE PAS DE NATURE: LA YUGOSLAVIE EN FAIT LES FRAIS

Depuis des mois, l'Otan préparait les conditions d'une nouvelle crise en Yougoslavie et, par conséquent, la justification d'une nouvelle intervention militaire. Le mouvement des Albanais du Kosovo qui réclamait une plus grande autonomie pour cette région par rapport au pouvoir de Belgrade, a progressivement été converti en parti séparatiste, ensuite en mouvement armé agissant pour l'indépendance du Kosovo, et son rattachement à l'Albanie. Cette soi-disant guérilla est un instrument pur et simple de l'impérialisme américain -et accessoirement de la nouvelle direction réactionnaire de l'Albanie. Ce ne sont pas les populations du Kosovo qui l'ont créée, soutenue, protégée, mais bien les financements nord-américains, les instructeurs et les armes venant des USA. Au travers de l'Otan, l'impérialisme nord-américain entretient ces foyers de conflits, en Yougoslavie, comme dans d'autres parties du monde.

Il les attise ou les met en veilleuse selon ses intérêts du moment. La finalité de cette machine de guerre ne change pas : il faut maintenir en état d'alerte permanent la force de frappe militaire la plus puissante et sophistiquée pour faire pression contre l'ex-Union Soviétique et pour préparer une intervention armée en prévision du redressement de l'Etat ouvrier. Dans le cas de la Yougoslavie, le récent agissement du conflit répond aussi à un besoin des Etats-Unis de réaffirmer leur suprématie par rapport aux autres grands pays capitalistes, essentiellement l'Europe. L'ONU est mise à l'écart de toute possibilité de négociations et d'accords avec le gouvernement yougoslave, et c'est l'Otan qui prend la relève sous l'instigation des Etats-Unis.

Malgré cette volonté d'hégémonie, le pouvoir US s'est pas mal affaibli et doit affronter les concurrents européens, pas seulement au plan économique, mais aussi politique. Il doit aussi tenir compte de l'opposition de l'ex-Union Soviétique et de la Chine, et cela malgré la profonde crise économique qui est en train de secouer la Russie. L'ex-Union Soviétique n'a pas rompu tous ses liens avec les autres Etats ouvriers et les anciens Etats révolutionnaires du monde. A propos de la Yougoslavie, de l'Irak ou de la Libye, elle affronte l'impérialisme US et l'Otan. Il y a aussi beaucoup de réticences des gouvernements européens - et plus encore maintenant sous la direction social-démocrate- par rapport à cette volonté d'hégémonie des Etats-Unis.

C'est ainsi que finalement un accord a pu intervenir en dernière minute pour suspendre l'attaque militaire de l'OTAN sur la Serbie. Une expression de ces réticences, qui se font jour au sein même des forces armées européennes est le fait qu'un haut gradé de l'armée française ait été arrêté pour avoir livré au gouvernement yougoslave les plans des sites qui devaient être la cible des avions de l'Otan ! Et celui-ci déclare avoir agi par sympathie pro-yougoslave. C'est un problème très difficile pour le gouvernement français : sur quelles bases pourrait-on accuser ce militaire de trahison envers sa patrie ? quelle fonction les états européens peuvent-ils encore faire jouer à leurs forces militaires ?

De plus en plus, les armées en Europe se professionnalisent, et se convertissent en sorte de milices de mercenaires au service de l'OTAN. Ce qui provoque des rejets et des résistances parce que tout le monde voit bien qu'il n'y a aucune patrie européenne en danger à cause de la Yougoslavie, mais essentiellement des intérêts politiques des plus grandes puissances qui se disputent le monde. Une fois de plus, il faut dénoncer l'objectif pseudo humanitaire de ces interventions de l'Otan. Et aussi la confusion qui règne dans les mouvements de gauche à propos de cette ingérence humanitaire.

Défendre des " minorités nationales " à n'importe quel prix, et le droit à la sécession pour le Kosovo n'est pas forcément une position progressiste ! En particulier pour la Yougoslavie, la défense de l'unité de ce pays est un aspect fondamental parce qu'elle est liée à la défense de ce qui reste de sa structure d'Etat ouvrier, même avec un gouvernement comme celui de Milosevic. Les intérêts sous-régionaux, particularistes et réactionnaires du Parti pro-albanais conduiraient à une situation bien plus grave encore pour la population kosovar .

L'aide humanitaire serait tellement importante maintenant au Nicaragua, au Honduras, au Guatemala après le passage du cyclone. On a vu à la TV de pauvres gens accrochés au toit de leur maison inondée pendant des jours et des jours et pas un hélicoptère pour les tirer de là. Au même moment, des armadas formidables se mettent en route pour menacer l'Irak, des milliers de camions, d'hélicoptères, d'avions de transport nord-américains et des pays de l'OTAN se préparent à intervenir contre la Yougoslavie ou l'Irak ! Il faut condamner toute intervention de l'impérialisme nord-américain et de ses alliés contre l'Irak !

**Il faut rejeter sans la moindre hésitation toute intervention
de l'OTAN en Yougoslavie !
et continuer à dénoncer sans cesse cette organisation
qui n'a pas changé
sa nature guerrière depuis sa naissance !**

Les luttes de la classe ouvrière
en Belgique et la crise
des directions syndicales

.....voir page 2

LA CRISE SANS ISSUE DU
CAPITALISME ET LA NECESSITE
D'UNE EUROPE SOCIALISTE

J Posadas
15 Mars 1979

.....voir page 3

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

36^{ème} ANNEE - Décembre 1998 - N° 409 - 20 Francs

Périodique bi-mestriel-Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs-1040 Bruxelles
CCP N° 000.0976234.26

La gauche doit répondre globalement à la crise du capitalisme mondial

Editorial

Malgré les messages rassurants des autorités politiques et économiques européennes, la crise financière - et bientôt la nouvelle récession économique- qui frappe le sud-est asiatique, la Russie, l'Amérique du Sud, ne va pas épargner l'Europe. Les statistiques de l'Union européenne concernant le taux de chômage de l'Europe des Quinze sont presque euphoriques : la moyenne du chômage en Europe serait passée sous la barre des 10%, deux millions d'emplois auraient été créés dans l'Union européenne au cours de ces dernières années.

L'Angleterre et la Hollande sont citées en exemple pour la baisse la plus importante. L'Europe capitaliste aurait résisté à la crise mondiale et confirmerait sa croissance économique. Mais les travailleurs qui sont confrontés à la réalité des fermetures, des délocalisations, des licenciements quotidiens, voient les choses tout autrement.

Les statistiques européennes mentent. Le fait de prendre l'Angleterre et la Hollande comme exemple le montre : en Hollande, quelqu'un qui travaille 10 heures par semaine est sorti du nombre des chômeurs et le travail à temps partiel est devenu la règle pour la moitié des salariés. En Angleterre, c'est la même chose, l'insécurité et la précarité du travail pèsent très fort.

En Belgique, tout le monde sait que 150000 personnes ont été exclues du chômage et que les demandeurs d'emploi sont plus d'un million (sur 3,5 millions de salariés). C'est même le PRL qui, démagogiquement, se charge de le rappeler au gouvernement De Haene. Chaque jour, on annonce une fermeture ou une restructuration d'entreprise. Il est certain que la crise mondiale qui traverse le système capitaliste fait des vagues aussi en Europe et contredit toutes les statistiques.

La croissance économique est remise en question après l'effondre-

Après le Putsch manqué
contre Kabila

.....voir page 4

DROIT D'ASILE ET DROITS DES
IMMIGRES NIES PAR
LE CAPITALISME EN CRISE

.....voir page 2

ment économique et financier des pays capitalistes du Sud-est asiatique et l'échec de la restauration capitaliste en Russie. Le capitalisme européen et mondial n'est pas en mesure de faire le moindre projet de développement, on peut voir cette course aveugle dans tous les domaines : en sidérurgie par exemple, à peine les restructurations de Cockerill et Boel ont été mises en œuvre, le grand capital remet tout en cause et annonce que la crise des débouchés asiatiques va l'obliger de revoir tous ses plans, donc nouvelles fermetures, nouveaux programmes de réduction du personnel.

Les Forges de Clabecq sont en sursis. Dans l'industrie textile, et même dans les industries de pointe du point de vue technologique, les mêmes restrictions s'annoncent. Il n'y a pas de débouchés pour les entreprises capitalistes. La population en Russie et dans le sud-est asiatique subit une brutale régression de ses conditions de vie et ne peut plus consommer, et en Europe il y a une constante régression du niveau de vie de la population. Selon les chiffres de l'OMS, l'espérance de vie est en recul (de 73 à 71 ans) ce qui reflète une dégradation des conditions de travail et de vie et des relations sociales.

Le système capitaliste crée des situations chaque fois pires pour l'humanité. Il vise une libéralisation totale de l'économie, la privatisation, le règne du libre marché, l'annulation de tout système de sécurité sociale dans les différents pays. Mais dans aucun des pays du monde, de la Russie à la Corée, de l'Indonésie au Brésil ou à la Belgique il ne parvient à ses fins, parce que les masses opposent une résistance très profonde à ces projets. Dans le Sud-Est asiatique, la classe ouvrière a fait des occupations d'usines, des grèves, des manifestations très importantes.

En Russie, des millions de travailleurs ont fait grève à l'appel des syndicats et du Parti Communiste pour chasser Eltsine et aboutir à un gouvernement qui s'engage à payer les salaires, lutter contre la dilapidation des biens et des ressources, propose une rationalisation des secteurs fondamentaux de l'économie et une certaine planification de la production. En Chine également les mesures favorables au développement capitaliste sont

.....voir page 4

Les luttes de la classe ouvrière en Belgique et la crise des directions syndicales

La crise du système capitaliste en Belgique n'est que la conséquence de la crise mondiale du système. Les travailleurs de ce pays, n'arrêtent pas de résister et de s'opposer à toutes les conséquences désastreuses de la crise du système capitaliste.

Du Nord au sud du pays, face aux fermetures d'entreprises les travailleurs ont réagi par des manifestations, des arrêts de travail et des occupations d'usines. Volkswagen, Novoboch, les agents des Services Publics, les infirmières des soins à domicile. Les travailleurs manifestent de toutes les manières leur refus de faire les frais de la crise du système capitaliste.

Face aux mesures gouvernementales et patronales les directions syndicales ont peur de mener la lutte, ont peur pour leur place et, d'autre part, ne voient pas de possibilités de forcer un changement. Cela pousse les travailleurs à se replier sur un combat partiel, sur un combat usine par usine, qui ne permet pas de donner une solution d'ensemble au problème du chômage.

Les résolutions des congrès de la FGFB, du SETCA, ou encore de la CGSP pour la réduction du temps de travail à 36 heures et même à 32 heures sans perte de salaires, avec embauche compensatoire ne sont plus que des phrases de congrès, elles ont été enterrées, effacées, éliminées dans la politique actuelle des directions syndicales, qui se replient sur des consignes purement défensives, mais qui en réalité représentent un recul social quotidien. La grande majorité des travailleurs et des délégués syndicaux n'ont plus confiance dans les chefs syndicaux.

Leurs attitudes concrètes

dans les luttes et les discussions avec les représentants du gouvernement et du patronat est contraire à la volonté des travailleurs et contraire aux décisions et textes des congrès syndicaux. Entre les prises de positions des chefs syndicaux et la volonté combative des travailleurs un fossé de plus en plus grand se creuse. Cela a des conséquences désastreuses pour l'avenir du mouvement syndical et ouvrier en Belgique.

Beaucoup de délégués et travailleurs pensent qu'il serait utile de créer un nouveau syndicat indépendant, non inféodé aux partis politiques et qui serait un interlocuteur objectif pour représenter l'opinion des travailleurs. Ces expériences se sont déjà produites dans le passé en Belgique, et ont mené ces nouvelles organisations à un plus grand repli sur soi-même et à des positions et des actions ultra corporatistes. Aujourd'hui, la création du MRS (mouvement pour le Renouveau Syndical), issu de la lutte des travailleurs des Forges de Clabecq revient à cette idée, que dans les Syndicats tels qu'ils sont actuellement, avec le poids de la bureaucratie et les structures d'appareils, il est impossible de continuer à militer, à défendre des principes révolutionnaires ou au moins des revendications anticapitalistes.

L'inertie des directions syndicales, leur refus de répondre à la volonté des travailleurs, leur manque de riposte anticapitaliste, ou plus simplement leur résistance à unifier le mouvement syndical dans des mobilisations nationales, en front commun syndical, avec des objectifs anticapitalistes a conduit une partie du mouvement syndical et ouvrier à penser qu'il est indispensable de créer une nouvelle structure syndicale qui serait

vraiment respectueuse de l'opinion et de la volonté combative de la classe ouvrière.

Cela ne représente certainement pas une solution à la crise actuelle du mouvement syndical. L'énergie qu'il faudrait consacrer à recréer un nouveau mouvement syndical au niveau national doit être utilisée pour changer les structures actuelles, pour rompre la dictature de la bureaucratie, et imposer des formes de démocratie syndicale qui obligerait les dirigeants syndicaux à respecter l'opinion et la volonté des délégués de base et des travailleurs.

Mais il est indispensable de faire un débat dans toutes les instances syndicales sur ce sujet, dans les réunions et assemblées syndicales pour mettre au point une tactique et une stratégie adéquate pour se préparer à toutes les conséquences de la crise capitaliste dans ce pays, et passer de l'attitude défensive, qui conduit à des reculs sociaux de plus en plus graves à une attitude offensive et à la défense d'un programme de transformations sociales du pays.

Une autre manifestation de la gravité de cette crise du mouvement syndical est le fait que plusieurs délégués des Forges de Clabecq ont été exclus du syndicat. Nous n'approuvons pas toutes les actions et même la conception syndicale de Roberto d'Orazio et de son équipe, mais nous ne pouvons accepter que ces camarades soient exclus de la FGFB. Les divergences de tactiques, les discussions de programme, doivent se faire au sein de l'organisation syndicale, dans un débat démocratique où tout le monde a le droit d'exprimer son opinion.

Après les luttes aux forges de Clabecq, les affrontements avec la gendarmerie, ces militants syndicaux sont poursuivis par la Justice avec des accusations " pour incitation ou soutien à des voies de fait " au moment même où ils sont abandonnés par l'organisation syndicale. C'est inacceptable ! Si le tribunal retient ces accusations, c'est toute l'action future du mouvement syndical qui s'en trouvera réprimée. Les dirigeants syndicaux qui laissent faire cela sont en train de creuser leur propre tombe. Mais la réaction d'une partie de la direction et de nombreux délégués et responsables FGFB montre qu'on peut changer de cap.

Dans tout le mouvement syndical, il est indispensable de faire un débat sur ce problème et de mobiliser les militants syndicaux pour obtenir la réintégration des délégués et militants dans leur syndicat et pour annuler toute poursuite contre eux. Mais il faut aussi et surtout développer la démocratie syndicale, faire intervenir dans tout le pays, les assemblées et les délégations des usines, des entreprises.

Comme le fait le SETCA en partie, en faisant entendre l'avis des délégations et des assemblées, on se rend compte qu'on peut aller beaucoup plus loin pour défendre les revendications de tous les travailleurs, pour affronter les mesures gouvernementales telles que la norme salariale, le blocage de toute réduction du temps de travail, les attaques à la Sécurité sociale, les privatisations tous azimuts. Il faut aussi discuter l'importance et la portée de cette crise du capitalisme en Belgique et en Europe qui est incapable de résoudre la question de l'emploi pour tous, donc c'est au mouvement syndical à apporter ses propres propositions et ses perspectives.

DROIT D'ASILE ET DROITS DES IMMIGRÉS PAR LE CAPITALISME EN CRISE

Les différents gouvernements de la Belgique ont plus ou moins reconnu le droit d'asile selon les circonstances politiques du moment. Au 19e siècle, l'opposition à Napoléon III fut mal accueillie, de même l'opposition allemande. Certains furent extradés vers la France, d'autres expulsés, comme Karl Marx.

Avant la guerre 40-45, la Belgique accueillait les réfugiés anti-fascistes espagnols et italiens car le pays était opposé à Franco et Mussolini. Après la guerre, le droit d'asile a été largement invoqué pour recevoir tous les dissidents des Etats Ouvriers, comme un instrument de la guerre froide contre les pays socialistes. Actuellement, le droit d'asile est inclus dans le statut de réfugié créé par l'ONU et devient de plus en plus restrictif. En même temps, les demandeurs d'asile sont de plus en plus nombreux, du fait

que toute autre forme d'immigration n'est plus admise par l'Etat belge.

Pendant toute une période, la Belgique, et les autres pays capitalistes développés, a eu besoin d'énormément de main d'œuvre non qualifiée, pour les mines, les carrières, le bâtiment, l'agriculture. L'administration n'était pas trop regardante sur les motifs de la venue des immigrants, le statut de réfugié politique se confondait avec celui de réfugié économique. Aujourd'hui, le chômage qui sévit dans toute l'Europe est par lui-même un moyen de pression sur les salaires et les conditions de travail des travailleurs en place, le capitalisme a stoppé l'immigration hors Union Européenne et maintient les travailleurs immigrés d'origine marocaine, algérienne, turque dans une situation inférieure aux autres, leur niant les droits politiques, l'accès aux emplois publics etc.. Mais le gouvernement belge a

changé hypocritement l'origine de la main d'œuvre immigrée qu'il cherche toujours à utiliser contre les autres, dans les métiers de l'hôtellerie, du bâtiment, du vêtement, l'agriculture.

Maintenant, il laisse venir en masse les Polonais. Près de 200.000 d'entre eux se trouvent en Belgique, ils viennent sans visa - effondrement du mur de Berlin oblige...- travaillent 6 mois et retournent chez eux, puis reviennent pour une courte période. Ce sont surtout les organisations catholiques, Caritas Catholica, qui organisent des trafics bien lucratifs avec cette main d'œuvre clandestine. Mais cela se fait discrètement, tandis que les demandeurs d'asile sont obligés de se montrer, de rester dans des centres administratifs jusqu'à ce que leur statut soit fixé. Le rétrécissement des possibilités d'emploi favorise le développement des discours contre

l'immigration, et cela suscite une démagogie électorale. Les grands partis comme le PSC-CVP, le PRL-VLD, et malheureusement le SP et le PS sont atteints par le virus du Vlaamse Blok : par peur de voir ce parti gagner des voix par sa démagogie anti-immigrés, ils font de la surenchère et ont voté eux-mêmes toutes les lois restrictives contre les étrangers, entre autres, le rapatriement forcé des candidats déboutés de leur demande d'asile. L'utilisation du coussin avec lequel les gendarmes ont tué Semira a été autorisée par des ministres socialistes.. et non par un dirigeant fasciste. Mais cette politique des dirigeants socialistes ne leur rapporte pas des électeurs !

Ceux qui ont délaissé le SP pour soutenir le Vlaamse Blok ne vont pas y revenir grâce à ces mesures. Il faut que le PS et le SP proposent une autre perspective, de changement de la société pour qu'il y ait du travail pour tous et une sécurité sociale pour tous.

La crise du système capitaliste est profonde et complète. On ne peut pas la mesurer en fonction du fait qu'il la supporte encore, et trouve des moyens de résister. Les états capitalistes s'endettent de plus en plus en faisant des prêts, des financements, des ventes de bons du Trésor.

L'appareil de l'Etat a des dettes énormes, représentant une part très importante des richesses nationales. En même temps, le capitalisme mène cette politique de manière consciente et préméditée parce qu'il sent que cette étape est la dernière de son existence. C'est pour cette raison que le grand capital soutient l'Etat capitaliste en lui donnant les moyens de subventionner le chômage, bien que cela soit un inconvénient pour la concurrence mondiale. La subvention des grands pays capitalistes aux chômeurs entraîne l'augmentation de l'inflation et du coût de production.

Le capitalisme paie une grande masse de salaires, sans qu'il y ait production en retour. Cela veut dire qu'il met en mouvement une grande masse d'argent qui ne provient pas de la production, mais simplement de la fabrication de monnaie. C'est une faiblesse du système capitaliste qui doit prendre ces mesures pour supporter la crise. Cela n'a pas un effet très important dans les grands pays capitalistes dans la mesure où ils doivent tous faire la même chose. S'ils ne subventionnent pas les chômeurs, ceux-ci risquent de se tourner avec sympathie vers les Etats ouvriers et les partis communistes pour y chercher des solutions de classe, sociales révolutionnaires pour renverser le système capitaliste. Le paiement du chômage est donc une attitude préméditée, consciente et intéressée du système capitaliste. Les camarades communistes ne discutent pas ces problèmes, mais il faut le faire pour montrer qu'il n'y a pas de solution à la crise du système capitaliste. Même si des ouvriers licenciés parviennent à être réintégrés à leur travail, que vont-ils produire ?

Dans le marché capitaliste, il n'y a pas de possibilité d'achat. Produire plus signifierait pour le capitalisme une chute du prix de vente qui, elle-même, signifierait la chute des investissements, ce qui provoquerait la faillite des capitalistes. Ils ne peuvent pas l'accepter. Le système capitaliste est donc prêt à poursuivre les mesures qu'il est en train de prendre contre les masses. Le système capitaliste ne peut pas résorber le chômage, au contraire, il doit l'augmenter sans cesse.

Cette croissance du chômage est de plus en plus rapide, car la concurrence des pays capitalistes entre eux, et avec les Etats ouvriers, s'accélère aussi. Les Etats ouvriers concurrencent le système capitaliste dans l'installation des usines, la vente des produits, mais ils le concurrencent surtout socialement, ce qui est un aspect fondamental. La Banque Européenne, le Marché Commun ou le Parlement

LA CRISE SANS ISSUE DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DE L'EUROPE SOCIALISTE

J. Posadas

15 Mars 1979

Européen, sont de nouvelles structures que le système capitaliste se donne afin de pouvoir affronter les Etats ouvriers et la concurrence capitaliste mondiale.

Mais ces faits mêmes démontrent la nécessité de l'Europe Socialiste. C'est une substitution de l'union de l'Europe. Mais ce qu'ils font n'a rien à voir avec une réelle union européenne, ils créent cette structure pour se défendre de la crise mondiale causée par le système capitaliste lui-même. Le système capitaliste hâte l'unité de l'Europe afin de pouvoir affronter la concurrence mondiale, économique, sociale des Etats ouvriers. C'est pour cette Europe qu'ils se préparent. Ils font croire que l'unité de l'Europe va produire un grand progrès auquel tous vont participer.

Mais ce sont eux qui auront tout le contrôle. Même le Marché Commun Européen montre que l'unité de l'Europe est nécessaire. Ils se rendent compte que la concurrence en Europe signifie une perte immense d'énergie sociale, économique, une perte d'intelligence, de richesse humaine. Mais ils ne sont pas capables de faire une association autre qu'économique. Ils veulent aussi faire dépendre les syndicats et les partis ouvriers de la direction capitaliste de l'Europe. Il faut unifier l'Europe, mais de façon à permettre son développement. L'unification de l'Europe sous le capitalisme ne représente aucun progrès. On peut déjà voir ce que cela va donner : alors que l'Europe n'est pas encore complètement unifiée, on prévoit déjà de diminuer de moitié la production d'acier et aussi de faire produire plus avec moins d'ouvriers. C'est la concurrence inter capitaliste, la concurrence avec les Etats ouvriers, et les dépenses militaires qui mènent à tout cela.

Le Marché Commun ne donne aucune solution au problème du chômage, des mauvaises conditions de vie de la population, des ouvriers, des paysans, que ce soit en Irlande, ou en France, en Italie ou en Angleterre. L'indemnité que reçoivent les chômeurs leur permet à peine de vivre et permet de maintenir un certain marché capitaliste. Il faut discuter clairement que le capitalisme ne peut donner aucune solution. Les solutions doivent venir du socialisme. Il faut donc poser la nécessité de créer les Etats-Unis socialistes d'Europe. Il faut intervenir ainsi dans chaque pays, préparer cette discussion et appeler le Parti Socialiste, la base socialiste à faire cette discussion. On ne doit pas attaquer les so-

cialistes ni les présenter comme des agents du capitalisme, mais il faut les appeler à lutter pour cette solution. Il est certain que dans les partis socialistes, il y a une direction de droite alliée au capitalisme. Ces secteurs existent aussi dans les partis communistes. Ils sont le résultat de la décomposition du vieil appareil communiste. Ils ne peuvent accepter le capitalisme, mais ils ne peuvent pas non plus présenter un programme cohérent de construction du socialisme. Ils considèrent l'étape actuelle de l'Etat ouvrier, avec ses combinaisons de relations capitalistes et de propriété étatisée, comme une troisième voie possible. Ils acceptent la nécessité d'étatiser une grande partie de l'économie, mais prônent une solution intermédiaire entre le socialisme et le capitalisme.

Face à la crise du système capitaliste, le mouvement ouvrier doit sentir la nécessité de discuter dans toute l'Europe pour donner une solution. Les socialistes, les communistes, les intellectuels de gauche et tous les autres partis de gauche, doivent participer à cette discussion, sous la direction des partis ouvriers. Il faut discuter la solution à donner à l'Europe et partir de la conclusion que son développement est impossible dans le système capitaliste. La technique et la quantité de production peuvent se développer, mais cela ne représente un progrès que si l'intelligence, la culture, l'assistance médicale, l'enseignement, les relations humaines se développent aussi. Il n'y a rien de tout cela dans le capitalisme. Le développement de l'économie sous la direction capitaliste signifie tout le contraire. Il conduit à la guerre, au terrorisme, aux tueries, aux assassinats, aux vols de tout type, à un chômage énorme.

Le capitalisme a intérêt à utiliser la technologie pour augmenter ses profits. Par contre, dans l'Etat ouvrier, la technique n'a pas pour but d'accroître les profits. Le système capitaliste ne peut pas unifier l'Europe, ni donner une réponse à la nécessité du développement des populations, de l'humanité. Il ne recherche que son propre développement. Il doit faire des concessions aux partis ouvriers et aux syndicats pour essayer de les attirer, de les gagner, de les soumettre à ses intérêts. Il n'y a pas de place pour cela. Il faut donc s'attendre à de grandes luttes en Europe.

Il faut discuter la nécessité d'un front unique des communistes et des socialistes avec les syndicats pour un programme de transformations économiques et sociales. Les

communistes peuvent croire que les dirigeants socialistes sont des agents du capitalisme. Ils le sont certainement en partie. Mais ces agents ne peuvent plus servir le système. Ils doivent faire une série de critiques du système capitaliste, car ils se rendent compte que celui-ci n'a plus de force d'expansion. Une partie de la direction des partis socialistes a conscience que le capitalisme n'a déjà plus de raison d'être. Ils ne sont pas préparés pour le comprendre, mais ils le voient dans la pratique.

Une partie importante du Parti Socialiste voit la nécessité de changements historiques anti-capitalistes, même s'ils n'acceptent pas le principe de transformations complètes. Il est donc nécessaire que le Parti Communiste s'adresse à ce mouvement pour l'influencer et le gagner. Il faut discuter que le capitalisme ne peut plus rien donner, et appuyer les progrès, aussi limités soient-ils, de la direction socialiste pour la faire avancer encore plus. Il faut appeler à ouvrir une discussion pour voir où va l'Europe. L'Europe doit se développer pour élever sa production. Mais il n'y a pas de possibilité de le faire dans le système capitaliste.

Celui-ci fonctionne au travers des cercles fermés des grands monopoles, des multinationales. Les grandes multinationales, essentiellement nord-américaines et japonaises, veulent accroître sans cesse la technification de la production, pour en diminuer le coût social et augmenter les profits et la compétitivité. Il est possible dès aujourd'hui, avec les nouvelles technologies, d'éliminer un quart du prolétariat tout en produisant la même chose. En peu d'années on pourrait même éliminer la moitié du prolétariat.

Cela signifie-t-il qu'il faut liquider des ouvriers ? Non ! cela veut dire qu'il faut abattre le système capitaliste pour que la vie soit meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui. Voilà ce qu'il faut poser. Dans le système capitaliste, l'augmentation de la productivité signifie chômage, mauvaises conditions de vie, empoisonnement des animaux, de la population, pollution de l'air, mauvaise qualité des vêtements, des logements. Le capitalisme, pour subsister, doit accélérer le progrès technique, qui implique l'élimination des ouvriers. Que faut-il alors poser ? la défense des travailleurs ou celle du profit capitaliste ? le progrès technique doit-il impliquer inexorablement l'exclusion et la mort des travailleurs ? Non ! c'est le capitalisme qui est de trop.

Il faut que les syndicats et les usines interviennent dans la discussion de ces problèmes. Pour que le syndicat puisse continuer à vivre, il doit élever sa perspective historique. Il ne doit pas se limiter à défendre les salaires et les droits ouvriers dans les usines, mais il doit aussi intervenir pour transformer la société et poser la nécessité des transformations sociales. Il faut combiner cette lutte avec la lutte contre le chômage, pour les salaires.

LA CRISE SANS ISSUE
DU CAPITALISME ET LA NECESSITE DE
L'EUROPE SOCIALISTEsuite de la page 3

Il est faux de dire que les usines sidérurgiques doivent fermer faute de consommateurs. Il y aurait toutes les possibilités de consommer cent fois plus d'acier que ce qu'on produit actuellement. On a aussi besoin d'autres métaux pour construire des hôpitaux, des maisons, pour aménager les routes, les transports, les installations sanitaires, le système d'eau courante, l'électricité, améliorer la qualité de toutes les productions. On doit discuter tous ces problèmes dans les partis communistes.

Les communistes posent ces questions de façon abstraite, parce qu'ils ne se basent pas sur les expériences historiques. Par exemple: l'Etat ouvrier bien structuré ne connaît pas le chômage. Celui-ci n'existe que là où les méthodes de production et de planification sont étrangères à l'Etat ouvrier, comme c'est le cas pour l'autogestion en Yougoslavie et partiellement en Roumanie. L'économie planifiée permet d'utiliser toutes les forces de la société. Le problème du chômage en Europe ne se résout pas en demandant seulement du travail, des augmentations de salaires, des droits syndicaux. Le capitalisme ne peut pas répondre à cela. Il fait des arrangements, passe des accords entre les différentes sociétés capitalistes pour masquer sa faiblesse et cacher sa débâcle. Il veut montrer qu'il est capable de donner quelque chose — comme l'indemnité de chômage par exemple — alors que par nature il y est contraire. Pourquoi le fait-il ? par démagogie ?

Il le fait essentiellement pour que les masses ne voient pas l'Etat ouvrier comme un régime capable de résoudre les problèmes. Le capitalisme veut démontrer qu'il est capable de maintenir le niveau de vie des populations. Mais si le capitalisme se maintient encore en vie, ce n'est pas à cause de sa propre capacité économique ou sociale, mais parce que les masses ne sont pas encore organisées pour le déloger. Il faut approfondir cette discussion dans les partis communistes et lancer des appels aux partis socialistes et au reste du mouvement ouvrier pour discuter un programme de transformations sociales, en le com-

binant à des revendications immédiates des travailleurs. Il faut exiger, comme un droit essentiel, que les travailleurs immigrés qui vivent depuis un certain temps dans le pays d'accueil, puissent voter. Ils doivent avoir les mêmes droits politiques que les ouvriers du pays.

Toute entreprise qui ne peut fonctionner sous la direction capitaliste doit passer sous le contrôle des travailleurs. Toute entreprise qui licencie des ouvriers doit passer aux mains de l'Etat et fonctionner sous contrôle ouvrier. Les entreprises occupées doivent fonctionner en programmant ce qu'il faut produire pour la collectivité et comment on doit le produire.

Il faut défendre l'échelle mobile des heures de travail, réduire

APRES LE PUTSCH MANQUE CONTRE KABILA AU CONGO

Pour un front et un programme commun
de développement du Congo
et des Etats progressistes de la région

L'échec du coup d'Etat contre Kabila est une amère pilule pour les puissances impérialistes et ex-coloniales d'Europe et des Etats-Unis. Cela montre que l'impérialisme ne dirige pas le monde à sa guise, même en absence du contre-pouvoir mondial que représentait le camp socialiste. Cela montre aussi que Kabila et le mouvement qui a renversé Mobutu il y a un an, n'étaient et ne sont pas des marionnettes d'une puissance néo-coloniale contre une autre, ni une dictature "égale à Mobutu".

En même temps que l'aide militaire de l'Angola, du Zimbabwe, il y a eu une réelle mobilisation populaire pour défendre le progrès que le gouvernement de Kabila représentait par rapport au régime de Mobutu ! La population s'est mobilisée dans toutes les villes importantes du pays pour isoler les groupes des militaires qui voulaient prendre les postes de commandement et les a découragés d'entrer dans Kinshasa. C'est aussi l'appel de Kabila pour que le peuple se mobilise et se propose de s'armer, qui a intimidé les putschistes.

Il est certain que les Etats-Unis, tout comme la France et, accessoirement la Belgique, n'ont pas cessé de fomenter les divisions, les rivalités, les disputes entre les différents secteurs qui composaient l'Alliance de Kabila, et qu'ils utilisent toutes les difficultés des gouvernements au Burundi et au Rwanda pour reconstruire leur pays. Après avoir contribué au génocide de la population rwandaise, la France propose cyniquement de s'allier au gouvernement Tutsi actuel pour faire pression contre le pouvoir congolais. Les Etats-Unis complotent contre Kabila, alors qu'ils l'avaient laissé déloger le régime de Mobutu. En fait, l'impérialisme fait, en Afrique Centrale et Australe, exactement la même politique qu'envers l'Europe de l'Est, la Yougoslavie en particulier. Il stimule tous les régionalismes, pousse à l'éclatement des pays, entrave tout développement éco-

nomique qui rendrait ces pays indépendants.

Le front anti-impérialiste de tous les mouvements et les gouvernements progressistes de la région s'avère d'une grande utilité et il est nécessaire de le renforcer. Il faut lutter contre toutes les formes de régionalisme et de tribalisme. Au Rwanda, comme au Burundi et au Congo le peuple a bien plus de liens communs que d'intérêts opposés. Partout l'idéologie du capitalisme exalte les différences, encourage les particularités régionales ou ethniques, pousse à la haine et à l'exclusion d'un groupe humain contre un autre. En Yougoslavie, l'impérialisme est parvenu à faire éclater le pays, avec pour résultat la dégradation des conditions de vie de la population, le démantèlement de toutes les conquêtes sociales que les masses avaient acquises avec la révolution et l'instauration de l'Etat ouvrier.

Au Congo, au Rwanda, au Burundi, le peuple, avec toutes ses ethnies différentes, connaît le dénuement, le manque de travail, de soins de santé, d'instruction, de logement décent, tout l'héritage du pillage des richesses de ces pays par les puissances impérialistes. L'Alliance qui s'est créée autour du mouvement de Kabila, avec la participation de dirigeants Tutsis rwandais et congolais n'a pas résisté longtemps, alors que les uns et les autres de ses composants avaient la volonté d'en finir non seulement avec Mobutu mais avec tout ce que son régime représentait contre le peuple. On ne peut pas dire qu'une partie de l'Alliance était faite de "traîtres" ou de gens infiltrés par l'impérialisme. (Visant par là les délégués du Parti Tutsi au pouvoir au Rwanda). En fait l'Alliance est trop restée au niveau des dirigeants et elle n'a pas développé d'organisations intégrant les masses qui l'ont soutenue. Elle s'est trop limitée au partage des pouvoirs de l'ancien Etat zaïrois, sans construire un

le nombre d'heures de travail en maintenant le même salaire et en augmentant le nombre de travailleurs. Il faut en finir avec l'humiliation que le chômage représente pour un travailleur qui doit dépendre d'une subvention et se trouve isolé du reste de la société. Les partis de gauche et le mouvement ouvrier doivent intervenir dans la discussion de tous ces problèmes et appeler au front unique sur la base d'un programme de transformations sociales.

projet pour le développement social et économique des populations, incluant le Burundi, le Rwanda et le Congo.

Il est possible d'atteindre rapidement l'autosuffisance alimentaire dans toute cette région, d'ouvrir plus largement le territoire immense du Congo à des populations tutsies et hutues qui souffrent du surpeuplement du Rwanda et du Burundi, donner les semences et l'outillage, les moyens de transport nécessaires aux paysans et éleveurs pour atteindre ces objectifs.

Même si l'Alliance et le gouvernement de Kabila veulent maintenir une économie sociale de marché, et donc attirer et protéger des investissements privés africains ou européens, cette économie doit se baser sur une planification économique minimale, dirigée par l'Etat et sur un front commun des pays comme le Congo, le Burundi, le Rwanda, l'Angola et autres. Pour faire fonctionner et aboutir une telle planification, il faut construire un mouvement politique auquel les ouvriers, les paysans, les fonctionnaires publics, les soldats, les petits commerçants, les petits patrons, prennent part activement. La simple distribution des fonctions au sein du gouvernement et l'exigence d'honnêteté des ministres ne suffit pas.

Il faut le contrôle, la participation permanente de la population pour empêcher la corruption et la défense d'intérêts particuliers ou régionalistes de s'installer.

La démocratie formelle que réclament les partis de l'ex-Conférence Nationale et aussi une partie de la gauche européenne, la tenue d'élections, la liberté de n'importe quel parti ne donnent pas au peuple la garantie d'une vraie participation à la vie politique et économique du pays. En ne donnant aucune caution et soutien aux putschistes, les masses congolaises ont voté !

Mais il faut aussi que l'Alliance de Kabila organise l'intervention politique, permanente de la population qui la soutient en même temps qu'elle fasse discuter largement un programme pour sortir le Congo et toute cette région d'Afrique de l'arriération économique et sociale dans laquelle l'a plongée le régime capitaliste.

Editorial.....suite de la page 1

La gauche doit répondre globalement à la crise du capitalisme mondial

freinées, des manifestations se produisent pour défendre les salaires et les droits des ouvriers dans les entreprises mixtes et pour défendre le secteur étatisé. Les structures fondamentales de l'Etat ouvrier sont en train de se défendre et donnent naissance à de nouvelles interventions des masses.

Dans une telle situation, le système capitaliste aurait besoin d'un pouvoir fasciste à échelle mondiale, pour imposer une politique des grandes multinationales au reste du capitalisme et écraser toute mobilisation des masses. Ce que font actuellement les Etats-Unis au travers de l'O-TAN ou par leurs interventions militaires directes en Irak, montre ces in-

tentions fascistes, mais en même temps leur impuissance à mettre ce pouvoir en œuvre. Et en Europe, au lieu de ces pouvoirs fascistes, dans les principaux pays capitalistes, ce sont des gouvernements socialistes ou sociaux-démocrates qui sont installés.

Les conditions existent pour mener une politique anticapitaliste en Europe et à échelle mondiale. En Belgique aussi, ces conditions existent, mais les directions syndicales et politiques de gauche restent très en arrière de ces possibilités. Les problèmes de régionalisation, de communautés, les conflits régionaux et sous-régionaux aveuglent les organisations des travailleurs qui limitent leur horizon aux quelques kilomètres carrés de leur territoire.

Ce n'est pas un front pour la démocratie et le progrès social qui s'est formé à Bruxelles contre le Vlaamse Blok mais une coalition de gauche à droite pour empêcher de s'exprimer un "parti anti-bruxellois". Par contre, les dirigeants du Parti Socialiste au gouvernement fédéral ou aux gouvernements régionaux, continuent la politique de privatisation de tout ce qui reste comme services publics, de Belgacom à la Poste, la SNCB, les transports urbains etc..

Ils cautionnent le "tout pour l'Euro" du gouvernement De Haene, ils veulent faire respecter la norme salariale pour les années 1999-2000 ce qui revient à un blocage des salaires ; ils mettent aux oubliettes toute mesure de réduction du temps de travail, ils

acceptent le rabotage de la Sécurité Sociale. Les travailleurs résistent comme ils peuvent à cette politique, mais cela se fait de façon fragmentaire, isolée, ou secteur par secteur. L'absence de programme et de perspective socialiste de la part du PS-SP, de la FGtB, des Ecolos, c'est cela qui porte de l'eau au moulin de l'extrême droite et laisse croire à une partie de la population que l'expulsion des immigrés, des réfugiés, la fermeture des frontières, permettrait aux autres d'avoir du travail, de protéger la Sécurité Sociale, de maintenir leur niveau de vie. La gauche doit montrer que c'est la direction capitaliste de la société qui est la cause de la crise sans fin que nous connaissons, et que c'est cela qu'il faut changer radicalement.